



139 rue de Bercy – bâtiment Vauban – Télédéc 627 – 75572 Paris Cedex 12
sprim-fo@dgtresor.gouv.fr - Tél. : 01.53.18.83.03 - www.sprim-fo.org

Revue de presse du 13 mai 2026

Presse – Actualités

- [Donald Trump commence sa visite en Chine, reçu par un Xi Jinping en position de force – Le Monde](#)
- [Bercy investit TikTok pour lutter contre la désinformation en ligne – Acteurs Publics](#)
- [Hautes fonctionnaires, diplomates, magistrates : la parité marque le pas au sommet de l'État – Acteurs Publics](#)
- [Pourquoi les dépenses d'arrêts de travail explosent – Le Monde](#)
- [« Il ne s'agit pas de vendre les bijoux de famille » : l'Etat actionnaire réorganise son portefeuille – Les Echos](#)
- [A Nairobi, la France à l'offensive pour investir en Afrique – Le Monde](#)

ARTICLES DE PRESSE

Donald Trump commence sa visite en Chine, reçu par un Xi Jinping en position de force – Le Monde

Le président des Etats-Unis se rend en Chine à partir de mercredi, alors qu'il est empêtré dans la guerre avec l'Iran, dont Pékin est un partenaire. La crise des hydrocarbures liée au blocage du détroit d'Ormuz affecte par ailleurs moins la Chine, qui s'est prémunie contre ce type de risque.

Donald Trump succède à Donald Trump. Dernier président américain à s'être rendu en visite officielle en Chine, en 2017, le magnat s'apprête à renouveler cette expérience du 13 au 15 mai, à un moment où la crédibilité des Etats-Unis sur la scène internationale est entamée. La crise énergétique et commerciale d'ampleur mondiale provoquée par la guerre en Iran avait entraîné un report initial de la visite prévue fin mars, à la surprise de Pékin, qui n'aime guère les perturbations protocolaires. La Chine s'était accommodée de ne pas devoir le recevoir au milieu d'un conflit qu'elle dénonce.

Pourtant, plus de dix semaines après le déclenchement des hostilités, rien n'est réglé. Donald Trump, qui attend avec gourmandise les fastes de l'accueil chinois en son honneur, effectue le déplacement alors que son administration cherche une porte de sortie sur l'Iran. Le cessez-le-feu se trouve « *sous assistance respiratoire* », a jugé le magnat, lundi. Washington présente cette visite comme l'occasion de faire pression sur la Chine pour exploiter sa relation avec Téhéran. En amont, les Etats-Unis ont annoncé, vendredi 8 mai, des sanctions contre neuf entreprises et citoyens de Chine continentale et de Hongkong accusés d'avoir fourni des composants pour les missiles iraniens et des images satellitaires utilisées pour frapper les intérêts américains autour du golfe Arabo-Persique.

Malgré ce signal, Donald Trump risque d'exposer sa fragilité du moment. Il semble réclamer l'aide de Xi Jinping pour régler un problème qu'il a lui-même créé. « *En n'ayant pas réussi à conclure un accord avec l'Iran avant sa rencontre avec Xi, Trump arrivera à Pékin avec une économie sous tension, des sondages en baisse, de mauvaises perspectives pour les élections de mi-mandat, des stocks épuisés de munitions-clés, des moyens militaires redéployés de l'Indo-Pacifique vers le Moyen-Orient, et en étant humilié par une puissance de troisième rang alors qu'il affronte une puissance de premier rang* », a brutalement résumé sur X Phil Gordon, expert à la Brookings Institution, ancien conseiller diplomatique de la vice-présidente Kamala Harris.

Taiwan dans la discussion

Pékin, de son côté, devrait réaffirmer sa position d'équilibre, se gardant de pointer trop directement la responsabilité américaine dans le conflit. Le discours se focalisera plutôt sur l'importance de rouvrir au plus vite le détroit d'Ormuz à une circulation maritime normale, formule en vigueur depuis deux mois, permettant à la Chine de ménager ses relations avec toutes les parties du conflit. Le passage, le 6 mai à Pékin, du chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a marqué une sorte de préambule à celui de Donald Trump. La Chine a cherché à la fois à rassurer Téhéran avant de recevoir le président américain et à rappeler à Washington le rôle qu'elle peut jouer auprès des autorités iraniennes. Pékin est une puissance à la fois incontournable et empruntée lorsqu'elle doit se projeter loin de ses bases.

Autre dossier crucial pour la Chine : Taïwan, que Pékin voudrait mettre au cœur de sa relation avec Washington. Selon certains experts, le régime chinois cherche à obtenir une évolution des éléments de langage américains pour que les Etats-Unis « *s'opposent* » à l'indépendance de l'île, plutôt qu'ils « *ne la soutiennent pas* ». Une nuance fine mais importante, que les administrations américaines futures peineraient à modifier. Surtout, Pékin exprimera son hostilité aux ventes d'armes américaines à Taïwan.

Lire plus tard

En décembre 2025, l'administration américaine avait annoncé un paquet déjà considérable de 11,1 milliards de dollars (9,4 milliards d'euros) de ventes d'armement à Taipei, dont des missiles anti-véhicules blindés et des drones. En revanche, Washington a préféré geler un second paquet pour ne pas mettre en péril le sommet. Lors d'un appel entre les deux présidents en février, Xi Jinping avait invité Donald Trump à « *appréhender la question avec prudence* ». « *Taïwan est la plus importante question entre les Etats-Unis et la Chine* », lui avait alors signifié le chef de l'Etat chinois.

La Chine aborde le sommet en position de force. Les Etats-Unis, à l'économie puissante, semblent négliger leurs investissements en matière de recherche scientifique et tournent le dos à l'économie verte. Leurs alliances en Europe et en Asie sont en piètre état. La baisse de leurs réserves d'équipements militaires et des munitions, causée par la guerre en Iran, représente un handicap majeur pour le Pentagone. « *Après le conflit en Iran, Trump y réfléchira à deux fois avant de s'impliquer dans un conflit à l'étranger, notamment en Asie-Pacifique. En ce sens, c'est une bonne nouvelle pour la Chine* », estime Wu Xinbo, doyen du Centre d'études internationales de l'université Fudan, à Shanghai.

Vanité trumpienne

La Chine, de son côté, a montré une certaine résilience dans la crise causée par le blocage du détroit d'Ormuz grâce au charbon, qui reste sa principale source d'énergie, à ses investissements dans les énergies renouvelables et aux importantes réserves d'hydrocarbures qu'elle a amassées pour se prémunir contre ce type de risque. Ses ventes de voitures électriques et de batteries progressent même dans le monde du fait de la panique sur les approvisionnements en pétrole. Elle n'en est pas moins très exposée, en tant que première puissance exportatrice, en cas de récession mondiale.

Si Donald Trump paraît irascible et impulsif, le gouvernement chinois a voulu, ces derniers mois, se présenter en garant d'un monde stable et fiable. Pékin mise sur un contraste implicite. Le régime mesure l'appétit de Trump pour des succès immédiats, des communications positives, à l'approche des élections de mi-mandat. D'où de possibles annonces de contrats et d'investissements en Chine. Le président américain est accompagné de 17 patrons, dont Kelly Ortberg (Boeing), Elon Musk (Tesla, Space X) ou Tim Cook (Apple).

Gestion de la vanité trumpienne, gestes conciliants mais stratégie à long terme, en misant sur un déclassement américain : Pékin veut entretenir cette diplomatie des sommets afin de gagner du temps pour ses avancées technologiques, diplomatiques et militaires. Xi Jinping est ainsi attendu aux Etats-Unis à l'automne, lui dont le milliardaire américain loue la poigne de fer. « *Pékin cherche, non seulement avec ce sommet mais avec toute interaction avec les Etats-Unis cette année, à se dégager du temps, de l'espace, de la marge pour se fortifier avant le prochain accrochage. Car ils anticipent, à un moment ou à un autre, le retour à une*

approche américaine bien plus dure vis-à-vis de la Chine », estime Jon Czin, expert de la Chine à la Brookings Institution après avoir coordonné, au Conseil de sécurité nationale, la politique chinoise de la précédente administration américaine.

Un paradoxe majeur émerge de ce second mandat de Donald Trump. L'idée que la Chine est le seul rival systémique des Etats-Unis constitue un consensus bipartisan bien établi à Washington. Pourtant, la Maison Blanche ne semble suivre aucune stratégie claire vis-à-vis de Pékin, au-delà des décisions impulsives en matière de taxes douanières, en hausse ou en baisse en 2025. Tous les experts des relations bilatérales s'accordent sur la liste des dossiers que les deux dirigeants pourraient aborder : achats de produits agricoles américains par la Chine, accès aux microprocesseurs d'intelligence artificielle conçus dans la Silicon Valley que l'usine du monde n'est pas à même de produire, trafic de fentanyl, avenir de Taïwan...

Au vu de leur complexité et du peu d'intérêt de Donald Trump pour tout sujet technique, il est probable que la mise en scène de la relation personnelle entre les deux hommes prenne le dessus sur le reste. La planification protocolaire du sommet s'est révélée frustrante pour la partie chinoise entre les incertitudes liées à la guerre en Iran et les doutes sur le programme. Finalement, la visite se résumera au plus simple. L'avion du président américain se posera mercredi 13 mai au soir à Pékin. Les deux dirigeants auront des échanges jeudi au Palais du peuple, avant une possible visite au Temple du ciel, puis un banquet dans la soirée. Ils se verront encore vendredi matin avant le départ du président américain.

Sur le front de l'IA

Le principe d'une déclaration commune n'est pas envisagé. Les Etats-Unis ne manifestent aucun appétit pour des sujets contentieux comme les droits humains. Donald Trump a toutefois évoqué à nouveau publiquement, lundi, le sort du magnat de la presse d'opposition de Hongkong, [Jimmy Lai, condamné en février à vingt ans de prison](#).

En haut de la pile des sujets bilatéraux figurent les relations commerciales. L'escalade des droits de douane lancée par Washington au printemps 2025, à laquelle la Chine a répondu pied à pied, a fini par se dégonfler en partie. La décision de la Cour suprême en février de censurer les droits de douane réciproques imposés dans le monde par la Maison Blanche n'a pas mis un terme à ce recours, mais permis une certaine stabilisation.

Un an après, la guerre commerciale a souligné les leviers dont a su se doter Pékin, par exemple le blocage des livraisons de terres rares. La Chine avait également suspendu, temporairement, ses achats de soja, mettant en difficulté les agriculteurs du Midwest, électeurs de Trump.

Un autre front, plus récent mais féroce, de cette compétition entre les deux premières puissances concerne l'intelligence artificielle. Pour Pékin, la priorité sera de s'assurer que l'administration Trump laisse le géant Nvidia livrer ses processeurs aux champions chinois de la tech, le temps que la Chine parvienne à développer les siens. Washington a autorisé, en janvier, la vente des deuxièmes meilleures puces d'IA du groupe californien.

Sur tous ces sujets, le principal pour Pékin n'est pas tant d'obtenir de grandes avancées avec Donald Trump que de s'assurer qu'il ne renverse pas la table. La Chine veut lui montrer que, bien qu'étant le principal concurrent, elle peut lui offrir des victoires, alors qu'il est empêtré au Moyen-Orient. Mais qu'elle peut, tout aussi aisément, aggraver ses maux, si nécessaire.

* * *

Bercy investit TikTok pour lutter contre la désinformation en ligne – Acteurs Publics

Pour lutter contre la prolifération des fake news, le ministère de l'Économie et des Finances s'est doté d'un dispositif de veille, de décryptage et de pédagogie. Dans un contexte de gel des dépenses de communication, la démarche vise à contrer la désinformation à la source, à budget constant.

Septembre 2025 : une rumeur circule sur le réseau social TikTok, selon laquelle les citoyens qui retireraient plus de 200 euros en argent liquide seraient “fichés” par Tracfin, le service de renseignement financier de Bercy. Deux mois plus tard, des internautes assurent, sur ce même réseau, que les cadeaux de Noël devront désormais être déclarés aux impôts. Or, ces deux “informations” sont totalement fausses. Pour lutter contre la montée de ce type de contenus, le ministère de l'Économie et des Finances vient de lancer la démarche “Bercy décode”.

L'idée est née à l'automne dernier, au moment des débats de nature inédite autour du projet de loi de finances pour 2026. “*Nous nous sommes aperçus que beaucoup de fausses informations circulaient, principalement sur les réseaux sociaux, en matière fiscale*”, relate le ministère. Les équipes chargées de la communication ont alors commencé à réfléchir aux formats les plus adaptés pour y répondre. Car le défi n'était pas simple pour une administration comme Bercy : réussir à concilier le caractère instantané de la viralité avec l'expertise et le sérieux de la maison. La validation des réponses, notamment avec la direction des finances publiques, pouvait prendre du temps alors que la fake news, elle, se diffuse particulièrement vite.

Il a finalement été décidé d'investir le même terrain où émergeaient les contenus de désinformation. “*Nous avons mis en place un processus interne, avec nos meilleurs analystes, pour les détecter plus rapidement et analyser leur niveau de viralité*”, explique Bercy. Il s'agit en effet de trouver le bon curseur : à trop “débunker”, le risque peut être de surexposer une fausse information

finalement peu remontée chez le grand public. *“Ensuite, il s’agit de construire rapidement une réponse et de l’adapter selon le canal de publication”*, poursuit le ministère.

Avant le lancement officiel de sa stratégie de présence en ligne, l’équipe de community managers de Bercy s’est testée durant plusieurs semaines sur le ton à adopter dans ses réponses, l’idée étant de réussir à “déjargonner” tout en conservant la précision des informations. Elle a commencé par le plus classique, le support web economie.gouv.fr, qui représente [le socle](#) de la démarche “Bercy décode”.

Stratégie à moyens constants

“Nous avons souhaité l’héberger sur ce site déjà très puissant, en réalisant des articles longs et sourcés, à travers nos données, pour consolider au maximum les réponses”, poursuit Bercy. C’est ensuite que vient la déclinaison sur les réseaux sociaux, à travers l’ouverture du [compte TikTok](#) début avril. Certains contenus visent à s’adapter au temps court de l’actualité, tandis que d’autres cherchent davantage à “remettre à plat” les grands principes économiques et financiers.

À noter que cette initiative survient dans un contexte de tension autour des dépenses de communication des ministères. Pour rappel, dans le cadre des fortes contraintes budgétaires et afin de réaliser 300 millions d’euros d’économies en 2026, Matignon avait annoncé le gel des dépenses de communication de l’État en septembre dernier. Mais le dispositif, qui a vocation à être pérenne, s’est déployé à moyen constant, en mettant à contribution les services de communication et des fonctions support de l’administration centrale.

Pour le moment les enjeux liés à la fiscalité et à l’énergie restent les plus sujets à controverse, mais les équipes sont prêtes à investir d’autres champs si cela s’avérait nécessaire. *“Les fausses informations ne vont pas cesser de circuler, elles risquent au contraire d’augmenter, conclut Bercy. Il est possible que dans les mois à venir, le débat public et politique amène à de nouvelles fausses informations, et nous chercherons à y apporter du factuel et de la donnée sourcée.”* Le moyen pourra également être Instagram ou X, en fonction de l’origine des fake news.

Par [Philippine Ramognino](#)

* * *

Hautes fonctionnaires, diplomates, magistrates : la parité marque le pas au sommet de l'État – Acteurs Publics

À un an de l'élection présidentielle, l'index de féminisation du pouvoir d'Oxfam France tire la sonnette d'alarme. Avec un taux de féminisation stable à 28 % et des reculs notables à l'issue des élections municipales de mars 2026, la parité dans les sphères décisionnelles stagne. Malgré des outils législatifs existants, la volonté politique et managériale peine à se concrétiser.

À un an de la prochaine élection présidentielle en France, Oxfam dresse un constat sans appel : la parité aux postes de pouvoir est en panne.

Selon les [derniers résultats de son index de féminisation du pouvoir](#) réalisé à la suite de la nomination du gouvernement Lecornu et des élections municipales de mars 2026, “aucun progrès n’est à signaler en matière de parité”, dénonce l’association. Le taux de féminisation stagne ainsi à 28 % et des régressions sont à noter à la sortie des élections municipales, notamment dans les grandes villes.

Le taux de féminisation du pouvoir entend mesurer la représentation des femmes dans les différentes instances décisionnelles depuis 2010.

L’indicateur analyse la présence féminine dans les organes exécutifs, législatifs, locaux et dans la haute fonction publique de l’État et les agences de l’État pour évaluer l’évolution de la parité dans les sphères de pouvoir.

Si le pouvoir parlementaire avec un taux de parité de 35 %, en recul de 2,6 points par rapport à 2025, et le pouvoir local à 22 %, en baisse de 2,6 points, régressent, les pouvoirs exécutifs et “autres pouvoirs”, à savoir la haute fonction publique et les hautes juridictions, s’en sortent un peu mieux avec, pour cette dernière catégorie, un taux de féminisation de 23 % en progression de 3,3 points sur un an.

Dans le détail, dans les hautes juridictions, Cour de cassation, Conseil d’État, Conseil constitutionnel, Cour de justice de la République, Cour des comptes, on dénombre 20 % de femmes, un chiffre stable, et par exemple 3 femmes sur 9 au Conseil constitutionnel. Oxfam France souligne que le Conseil

constitutionnel n'a jamais été présidé par une femme et que, depuis sa création, les femmes ne représentent que 14 % des Sages.

L'index dénombre 17 % de préfètes en 2026, un chiffre en recul de 2,6 % par rapport à l'année dernière. Une donnée qui a également été étudiée par l'association Administration moderne sur la base d'une analyse des nominations au Journal officiel au cours de l'année 2025. Il ressortait de ces travaux une féminisation "visible" du corps préfectoral avec plusieurs décrets récents montrant des nominations de préfètes sur des postes clés, mais une féminisation qui reste "très en deçà d'une réelle parité".

Dans les ambassades, la situation est quasiment stable avec 34 % de femmes françaises ambassadrices en 2026, en très léger recul de 0,7 %. Au niveau des femmes présidant une haute autorité ou une agence d'État en 2026, la féminisation progresse avec 36 % de femmes en hausse de 1,7 %.

Renforcer le cadre législatif et les quotas

Malgré une panoplie d'outils que les décideurs ont l'obligation d'utiliser concernant la haute fonction publique, à savoir le dispositif de nominations équilibrées (DNE), les plans d'action "égalité professionnelle" ou encore l'index égalité professionnelle, leur efficacité dépend encore de leur degré d'appropriation mais aussi de leur intégration dans les pratiques quotidiennes de gestion des ressources humaines.

S'il reste indéniable qu'au cours des 80 dernières années, le pouvoir s'est radicalement féminisé, le compte n'y est toujours pas pour Oxfam France qui exhorte les responsables politiques "à faire mieux" et ce, de manière urgente. "Les progrès de parité ne sont jamais arrivés par miracle", poursuit l'association, invitant les responsables politiques à nommer plus de femmes aux postes de pouvoir.

Elle formule également une série de propositions pour les y aider, notamment en renforçant le cadre législatif et les quotas de parité dans les instances décisionnelles. Oxfam insiste aussi sur la nécessité de sanctionner davantage le non-respect de ces obligations légales. Parmi les autres pistes : le développement de programmes de formation et de mentorat pour préparer les femmes à accéder à des postes de décision, une transformation des cultures organisationnelles pour éliminer les biais de genre ou encore l'amélioration de la collecte et de la publication de données sexuées pour mesurer les progrès et identifier les obstacles.

* * *

Pourquoi les dépenses d'arrêts de travail explosent – Le Monde

Le manque d'investissement dans la prévention et la dégradation des conditions de travail ne doivent pas être oubliés dans les débats sur la hausse de l'absentéisme, explique notamment l'économiste Thomas Breda dans sa chronique.

Politiques publiques. Dans son communiqué de presse du 9 avril, le gouvernement assène : « [La hausse du nombre d'arrêts de travail et des dépenses d'indemnisation associé n'est pas soutenable.](#) » De fait, les dépenses atteignent 18 milliards d'euros en 2025, en hausse de 45 % depuis 2019. Doit-on vraiment s'alarmer ?

D'abord il convient de relativiser : 60 % de la hausse des dépenses s'explique par des facteurs structurels tels que l'inflation (qui augmente mécaniquement salaires et indemnités), la hausse de la population active et son vieillissement. Il est donc en partie « normal » que les dépenses augmentent.

Les 40 % restants correspondent à une hausse du taux d'arrêt observée dans toutes les catégories d'âge, permettant d'exclure qu'ils reflètent un désengagement des jeunes au travail par exemple.

Deux grands types d'explications, communs à tous les systèmes d'assurances, peuvent être avancés : hausse des abus et hausse réelle des maladies ou de la souffrance au travail. Entre ces cas polaires se situent des explications sociétales plus générales : rapport modifié à la maladie depuis le Covid-19, perte de sens au travail, etc.

On ne peut pas complètement trancher, mais plusieurs constats se dégagent. Côté fraude, la téléconsultation limite sans doute la capacité des médecins à jauger la pertinence d'un arrêt pour des salariés qui se disent « à bout », et elle baisse le coût des arrêts de complaisance. Il convient donc de sensibiliser les médecins, de mieux les accompagner, de contrôler systématiquement les très gros prescripteurs et de limiter les arrêts en téléconsultation aux maladies épidémiques.

Les épidémies saisonnières

Ensuite, les épidémies saisonnières affectent aussi les arrêts. Or, la grippe a particulièrement frappé en 2024-2025, pouvant expliquer une partie de la hausse récente des arrêts courts. Favoriser les arrêts en cas de syndrome grippal ou de maladie contagieuse est de fait indispensable : de nombreuses études attestent que [le présentéisme \(le fait d'aller au travail malade\) accroît le risque de tomber davantage malade puis de devoir s'arrêter plus longtemps](#), et il favorise la propagation des épidémies. Ce point illustre bien un paradoxe des dispositifs

assurantiels en matière d'arrêts de travail : en rendant plus strictes les conditions d'arrêt, on peut rendre les travailleurs plus malades et, in fine, augmenter la dépense.

De manière plus générale, ne pas investir dans la prévention peut conduire à payer les pots cassés a posteriori. Or, les [ordonnances Pénicaud de 2017](#) ont fortement réduit les moyens alloués au dialogue social en supprimant notamment les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Résultat : le nombre d'entreprises de plus de 50 salariés couvertes par une instance spécialisée dans les questions de sécurité et les conditions de travail a été divisé par deux. Même si aucune étude d'impact n'est disponible, cela pourrait être une des explications centrales à la hausse du nombre d'arrêts.

Ceux-ci – les arrêts longs notamment – sont plus nombreux dans les secteurs où la pénibilité est forte, démontrant le lien entre conditions de travail et arrêts. Or, [comme le montrent de nombreuses études](#), les conditions de travail et la qualité du travail sont particulièrement dégradées en France. Ainsi, [26 % des salariés déclarent en 2024](#) que leur santé était à risque du fait de leur travail. Le management est aussi très vertical, laissant souvent peu d'autonomie aux travailleurs, ce qui renforce les risques psychosociaux, donc d'arrêts longs.

Dans son plan d'action, le gouvernement propose maintenant de faire davantage de prévention. On tourne en rond.

* * *

« Il ne s'agit pas de vendre les bijoux de famille » : l'Etat actionnaire réorganise son portefeuille – Les Echos

L'Etat va céder trois actifs à la Caisse des dépôts pour 2,5 milliards d'euros. Cette réorganisation vise à recentrer l'Agence des participations de l'Etat sur des enjeux de souveraineté, tout en renforçant les missions de la Caisse dans le logement et le développement territorial.

A l'échelle de l'Etat actionnaire, c'est un mouvement d'ampleur : il va céder à la Caisse des dépôts trois actifs, pour un montant d'environ 2,5 milliards d'euros. La vente concerne la Société pour le logement intermédiaire (SLI), la société Autoroute et tunnel du Mont-Blanc (ATMB) et la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFTRF). Toutes trois devraient quitter le portefeuille de l'Agence des participations de l'Etat (APE) pour rejoindre celui de la Caisse dans le courant de l'année.

Il ne s'agit donc pas d'une privatisation. Depuis l'introduction en Bourse de FDJ United (ex-Française des jeux) en 2019, l'Etat n'a d'ailleurs pas cédé d'éléments importants de son portefeuille, aujourd'hui évalué à plus de 200 milliards d'euros avec près de 86 participations dans l'énergie (EDF, Orano, Engie...), l'industrie (Renault, Airbus, Safran,

Thales...) ou encore les services (La Poste, Orange, France Télévision...). La cession actuelle relève davantage d'une réorganisation.

« L'idée est de mieux se répartir les rôles entre les deux grands actionnaires publics que sont l'Etat d'un côté, à travers l'Agence des participations de l'Etat, et la Caisse des dépôts de l'autre », explique Alexis Zajdenweber, directeur général de l'APE.

Recentrage sur la souveraineté

Côté acheteur, [la Caisse des dépôts](#) lognait trois sociétés actives dans des secteurs où elle dispose déjà d'une expertise et d'une mission. Il s'agit d'abord de la construction de logements abordables. La Caisse en a financé 122.000 rien que l'an dernier, dont une grande partie de logements intermédiaires. Cette activité sera renforcée par l'acquisition de la SLI, créée par l'Etat en 2015 et progressivement dotée de 1 milliard d'euros pour financer des logements intermédiaires (environ 6.500 ont été construits et 2.000 sont en cours de livraison selon Bercy). « C'est un levier supplémentaire que la Caisse des dépôts va pouvoir utiliser pour soutenir la politique du logement », se réjouit son directeur général adjoint, Antoine Saintoyant.

Quant aux deux sociétés concessionnaires des tunnels alpins du Mont-Blanc et du Fréjus ainsi que des portions d'autoroutes qui permettent de les rejoindre, elles s'inscrivent parfaitement dans la mission de développement économique territorial que se fixe la Caisse, en particulier dans les zones de montagne. La Caisse des dépôts prévoit de financer l'ensemble de l'opération sur ses fonds propres.

Il y a une volonté proactive de faire évoluer notre portefeuille

Alexis Zajdenweber, directeur général de l'APE

Côté vendeur, l'APE voulait faire un peu de ménage dans son portefeuille, quitte à céder des actifs moins stratégiques, pour le recentrer sur des sujets de souveraineté. Cette priorité, fixée par le gouvernement, s'est traduite ces dernières années par le rachat de 100 % d'EDF, mais aussi par des investissements dans [les câbles sous-marins](#) (ASN), les satellites (Eutelsat), [les supercalculateurs](#) (Bull), etc.

« Il y a une volonté proactive de faire évoluer notre portefeuille », assure Alexis Zajdenweber. « Et les produits de cession nous permettent à la fois d'assurer le financement d'opérations déjà engagées, mais aussi éventuellement de réaliser d'autres opérations ».

Pas un levier pour redresser les finances publiques

Une opération gagnant-gagnant, en somme. « Il y avait un alignement stratégique des deux parties de la transaction », se félicite le ministre de l'Economie, Roland Lescure. « Ces 2,5 milliards d'euros permettront à l'APE d'envisager un avenir d'investissements et de poursuivre la stratégie de souveraineté que je lui ai confiée », souligne-t-il - tout en précisant qu'il n'y a pas d'opportunité particulière identifiée, pour des acquisitions comme pour des cessions.

« A ce stade, le portefeuille me va bien », assure le ministre de l'Economie, qui met d'ailleurs en garde contre la tentation de voir dans les participations de l'Etat un levier pour redresser les finances publiques, alors que la délicate situation budgétaire de la France est encore compliquée par la guerre en Iran.

« Il ne s'agit pas de vendre les bijoux de famille pour se désendetter : la cession d'un actif n'a aucun impact sur le déficit et l'impact sur le désendettement est minime, puisque l'on parle de quelques dizaines de milliards d'euros, quand la dette dépasse 3.000 milliards. Je ne vends un actif que s'il n'a plus sa place dans la stratégie d'investissement de l'Etat. »

Sébastien Dumoulin

* * *

A Nairobi, la France à l'offensive pour investir en Afrique – Le Monde

Paris a clamé son désir d'investir sur le continent lors du sommet Africa Forward, qui s'est ouvert le 11 mai au cœur de la capitale kényane. Mais, sur ces marchés dynamiques, la compétition est rude.

Ils sont l'objet de toutes les attentions, assis au premier rang de la scène principale du sommet franco-africain Africa Forward (« En avant l'Afrique »), consacré lundi 11 mai aux partenariats économiques. Devant les poids lourds nigériens des affaires – à commencer par Aliko Dangote, patron du conglomérat éponyme et homme le plus riche d'Afrique, et Abdul Samad Rabiu, multimilliardaire et dirigeant du groupe BUA – les mains se tendent, les nuques se courbent, certains osent même solliciter un selfie.

Sur scène, des patrons africains, mais aussi beaucoup de Français, pitchent à tour de rôle, pendant une dizaine de minutes, leur foi dans le potentiel économique gigantesque du continent, citant en exemple ces entrepreneurs stars qui ont su l'exploiter à merveille.

A Nairobi, vibrante capitale économique de l'Afrique de l'Est anglo-saxonne, la France est venue clamer sa volonté d'investir. « *L'Afrique, elle est en train de réussir* » et « *elle a besoin d'investissements pour être plus souveraine* », y a martelé Emmanuel Macron.

A l'occasion de cette journée réunissant plus de 6 000 participants venus de 40 pays, le président français a annoncé 23 milliards d'euros d'investissements – à raison de 14 milliards, publics et privés, de la France vers l'Afrique, mais aussi de 9 milliards entre acteurs africains. En miroir d'une croissance européenne poussive, le sud du Sahara a affiché en 2025 [une progression moyenne du PIB de 4,1 %, selon le FMI](#), ce chiffre dépassant pour certains pays les 7 %.

Des atouts pour répondre aux défis

Au-delà de ces statistiques, les intervenants ont fiévreusement célébré « *le dynamisme* », « *la jeunesse* », « *la capacité d'innovation* » du continent. « *Aucun autre endroit dans le monde ne va construire autant de villes, autant d'industries, autant de technologies, autant de data centers* » que l'Afrique dans les vingt-cinq prochaines années, a vanté le président de Schneider Electric, Jean-Pascal Tricoire, l'un des représentants du CAC 40 avec TotalEnergies, Orange ou encore Danone. « *Nous sommes en Afrique parce que ce que fait Schneider [expert en gestion de l'énergie et en automatisation] a plus de sens en Afrique* », a-t-il souligné.

La France a, en effet, des atouts pour répondre aux défis auxquels fait face un continent en manque criant d'industries et d'infrastructures (routes, ports, plateformes logistiques, électricité). L'Hexagone peut aussi mettre en avant ses institutions de développement, notamment s'agissant du problème critique de l'accès au capital.

Moins prégnant pour les grands groupes – Aliko Dangote a été massivement soutenu par les banques nigérianes pour financer [sa raffinerie de Lagos, estimée au total à quelque 20 milliards de dollars](#) –, il est particulièrement délétère pour les PME. Ainsi, Proparco, la branche du secteur privé de l'Agence française de développement, souligne notamment sa capacité à financer des banques africaines, afin d'« *aider le capital local à davantage se diriger vers l'économie réelle* », dont ces petites entreprises, souligne son directeur Afrique de l'Est, Jean Guyonnet-Dupérat.

Mais, ni nain ni géant, la France reste sur le continent un investisseur parmi d'autres. Loin derrière la Chine, mais devant d'autres Européens. « *L'idée de ce forum, c'est d'avoir une place, montrer que la France est capable de mobiliser, qui plus est dans un pays anglo-saxon* », souligne une source proche de l'organisation, pointant que, pour la première fois, un sommet Afrique-France n'est pas organisé en zone francophone et qu'il se concentre sur l'économie plutôt que « *sur le maintien de la paix. Un symbole politique fort* ».

« Prendre soin de la relation »

Emmanuel Macron a lui-même reconnu lundi combien la France est « *bousculée* » en Afrique, en référence notamment au Sahel. Son homologue kényan, William Ruto, coorganisateur de l'événement, l'a « *félicité* » pour son « *recalibrage de la relation entre la France et l'Afrique* ».

Le Kenya – ce n'est pas un hasard – illustre on ne peut mieux la nouvelle diplomatie économique française voulue par M. Macron, les opportunités offertes à ses entreprises, mais aussi les défis rencontrés. Economie diversifiée, ouverte aux investisseurs, le pays affiche des

fondamentaux séduisants et une population de 56 millions d'habitants, dont une classe moyenne significative.

La franchise de Carrefour y a connu un développement spectaculaire ces dix dernières années. Dans la distribution de carburants, TotalEnergies et Rubis possèdent de solides parts de marché. Mais l'environnement des affaires, les politiques fiscales, la gouvernance peuvent s'avérer fluctuants. Un consortium mené par Vinci avait signé en grande pompe en octobre 2020 la construction d'une autoroute à 1,3 milliard d'euros. Le projet lui a été depuis retiré au profit d'entreprises chinoises.

Dans les allées bondées du forum, dont les organisateurs n'ont pas manqué de mettre en avant les efforts de la France en matière de restitutions des objets et œuvres pillés pendant la colonisation, des patrons français se montrent enthousiastes. « *Prendre soin de la relation* » peut réellement, sur le terrain, contribuer à faire la différence face à une concurrence rude, estime le responsable d'une société d'énergie renouvelable : « *La Chine, la Russie, l'Italie n'ont-elles pas leur propre forum avec l'Afrique ?* »

Quelques mètres plus loin, Abdul Samad Rabiou, du groupe BUA, se montre pragmatique, à l'image des autres Africains ici courtisés. « *Les entreprises françaises sont fantastiques, déclare avec amabilité la troisième fortune d'Afrique, venue donc du Nigeria, un marché extrêmement ardu. Mais leur problème, c'est la perception du risque, qui va au-delà de la réalité.* »

Ces dix dernières années, un secteur en particulier a reflété les déconvenues des entreprises françaises en Afrique : la banque. Echaudés par les difficultés, la Société générale, BNP Paribas, le Crédit agricole, le groupe BPCE et sa branche d'investissement Natixis ont tous quitté le continent ou massivement réduit la voilure. Une réelle frustration pour Emmanuel Macron, ancien banquier d'affaires lui-même, admet la même source proche de l'organisation.

[Marion Douet \(Nairobi, correspondance\)](#)

* * *

Pour adhérer à notre syndicat, il suffit de remplir et de renvoyer ce [bulletin d'adhésion 2025](#) accompagné du paiement correspondant.